

(1)
(N° 334)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 JUIN 1923.

**Proposition de loi supprimant la formule religieuse dans le serment
en justice.**

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Tout citoyen appelé à déposer en justice, à titre de témoin, est contraint de prêter serment par la formule suivante :

« Je jure de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité; ainsi m'aide Dieu. »

Telle est la disposition appliquée chaque jour par les tribunaux, dont le devoir est de faire respecter la loi et, avant tout, la Constitution. Cette disposition paraît incompatible pourtant avec l'esprit de notre charte fondamentale et altère incontestablement l'harmonie de notre législation. Car, des citoyens sont contraints à une profession de foi déiste, alors même que leurs convictions philosophiques sont nettement opposées à toute croyance en une divinité. C'est, semble-t-il, aller directement à l'encontre de l'article 15 de la Constitution qui stipule que : « Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et cérémonies d'un culte. »

Or, la formule « Ainsi m'aide Dieu » n'est-elle pas un acte religieux ou tout au moins la manifestation d'un sentiment religieux? N'est-ce pas un appel, une prière adressée à une puissance divine? N'est-ce pas admettre la condition première d'un culte, reconnaître un Dieu, dont ainsi est proclamée l'existence? C'est aussi se prononcer en faveur d'un concept religieux, au détriment des autres concepts. C'est à ce point exact que les arrêtés des 9 juin 1817 et 26 octobre 1818 sont intervenus pour modifier l'application de la disposition initiale aux individus appartenant à d'autres confessions, et plus particulièrement au culte israélite.

La contrainte religieuse apparaît très nettement dans le fait des condamnations prononcées à charge de citoyens belges, refusant de prononcer cette invocation, et dont le témoignage fut récusé en conséquence.

Pour prononcer ces condamnations, les tribunaux se basèrent sur un arrêté de Guillaume I^{er}, en date du 4 novembre 1814, ainsi conçu :

« Toutes les fois que, dans une procédure quelconque, il y aura lieu de prêter le serment, il y sera procédé dans les formes usitées antérieurement à l'occupation de la Belgique par les armées françaises. »

La portée de cet arrêté était de revenir au serment à caractère religieux, institué sous le régime autrichien, serment que les lois françaises avaient sécularisé, sécularisation dont s'inspire incontestablement la formule indiquée à l'article 155 du Code d'instruction criminelle, qui ne contient aucune trace d'invocation religieuse et qui est ainsi conçue :

« Les témoins feront à l'audience, sous peine de nullité, le serment de dire toute la vérité, rien que la vérité. »

L'arrêté du prince-souverain des Pays-Bas constituait donc une régression vis-à-vis du système français antérieur au régime hollandais.

Les Constituants belges s'étant généralement inspirés de la législation française, il était permis de supposer que l'arrêté du prince-souverain des Pays-Bas était frappé de caducité et aboli, d'autant plus que l'article 138 de la Constitution belge dit expressément :

« A compter du jour où la Constitution sera exécutoire, toutes les lois, décrets, arrêtés, règlements et autres actes qui y sont contraires, sont abrogés. »

Or, il est incontestable que les Constituants ont envisagé la liberté de conscience et des opinions, la liberté religieuse, comme des principes constitutionnels qui doivent être respectés par les pouvoirs législatif et judiciaire aussi bien que par le pouvoir administratif. L'étude de notre pacte fondamental conduit à cette conclusion que le Congrès a voulu la séparation complète du domaine civil d'avec le domaine religieux; qu'il s'est refusé à reconnaître à n'importe quelle autorité le droit de s'immiscer dans les choses du domaine religieux, que partant il n'a conféré ni voulu conférer à quiconque le pouvoir d'imposer aux citoyens, sous aucun prétexte, l'accomplissement d'un acte religieux ou la participation à un acte de ce genre.

Cette interprétation de la volonté des fondateurs de l'Indépendance nationale ne ressort-elle pas clairement aussi de cet acte important posé aux premiers jours de liberté : l'arrêté pris par le Gouvernement provisoire le 16 octobre 1830. Combien significatifs sont les articles 2 et 3 de cet arrêté :

« ART. 2. — Toute loi ou disposition qui gêne la libre manifestation des opinions et la propagation des doctrines par la voie de la parole, de la presse ou de l'enseignement est abolie. »

« ART. 3. — Les lois générales et particulières entravant le libre exercice d'un culte quelconque et assujettissant ceux qui l'exercent à des formalités qui froissent les consciences et gênent la manifestation de la foi professée sont également abrogées. »

Ce souci des Constituants d'empêcher toute contrainte en matière religieuse, même à l'occasion d'un serment, apparaît très net encore à l'article 127 du pacte fondamental :

« Aucun serment ne peut être imposé qu'en vertu de la loi. Elle en détermine la formule. »

Le rapport présenté à la Constituante le 24 janvier 1831, au nom de la Section centrale, atteste cet esprit chez les auteurs de l'article 127. M. Raikem, auteur de ce rapport, y dit notamment :

« Malgré les nombreux exemples de l'abus du serment, il est impossible de le supprimer. En matière criminelle, il n'y a pas d'autre garantie de la véracité des témoins. Le serment sous la foi duquel on atteste la vérité d'un fait est donc indispensable. »

. ,

« La Section centrale a reconnu le principe que la formule du serment ne devait, en aucun cas, contenir rien de contraire à la liberté de conscience. Mais, ce principe est la conséquence nécessaire d'une disposition déjà décrétée, qui proclame la liberté des cultes et des opinions. Exiger un serment qui serait contraire à cette liberté, ce serait violer l'une des bases fondamentales de notre Constitution. Il existe des sectes qui rejettent le serment ; mais les mêmes sectes admettent l'affirmation solennelle pour attester la vérité d'un fait, ou pour prendre l'engagement d'accomplir une promesse. Et, dans le sens de la loi civile, le serment n'est autre chose qu'une affirmation qui lie solennellement celui qui l'a prêté. »

Le Congrès n'a donc pas entendu que l'on pût imposer aux citoyens la prestation d'un serment religieux ; il a voulu que le serment fût un engagement purement civil, mais solennel, dont la formule devait être acceptable par tout individu, quelles que fussent ses opinions religieuses ou philosophiques.

Combien significatif encore est le texte du décret du 20 juillet 1831, déterminant la formule du serment législatif et administratif, dont tout souci religieux est banni.

*
* *

Cette interprétation de la volonté des Constituants n'a pas été admise par tous. Elle souleva maintes discussions. Le pouvoir judiciaire eut à examiner cette question à plusieurs reprises et il y a lieu de reconnaître qu'en général la Cour de cassation se refusa à admettre la thèse de l'abolition de l'arrêté du 4 novembre 1814, qu'elle déclara, au contraire, être toujours en vigueur.

Un premier arrêt sur la matière fut rendu le 24 décembre 1831. Constatant que le procès-verbal des audiences de la Cour d'assises du Brabant, en date des 21, 22 et 23 novembre 1831, ne justifiait pas que « l'interprète, en prêtant le serment prescrit par l'article 332 du Code d'instruction criminelle, s'était

conformé à la formule générale consacrée par l'arrêt du 4 novembre 1814 », la Cour cassa le verdict intervenu ⁽¹⁾.

Le 29 octobre 1835, la Cour de cassation rendait un arrêt rejetant un pourvoi basé sur le fait qu'un témoin israélite ne s'était pas couvert la tête en prêtant serment, comme l'exige le rite de cette religion, et avait modifié le texte de la formule religieuse en disant : « Ainsi m'aide Dieu tout-puissant ». La Cour, « tout en déclarant qu'il n'y a de substantiel dans le serment que l'invocation à la Divinité à l'appui d'une promesse, considère que l'article 317 du Code d'instruction criminelle ne prescrit aucune forme pour la prestation du serment et que celles prescrites par l'arrêt du 4 novembre 1814 ne le sont pas à peine de nullité » ⁽²⁾.

Mais un arrêt du 2 janvier 1836 porte que « la formule du serment étant fixée par l'article 155 du Code d'instruction criminelle, tous les termes qui la composent doivent être considérés comme essentiels; en sorte que si une partie en est omise ou altérée, c'est comme s'il y avait eu omission absolue de la prestation de serment ». Et la Cour casse et annule, déclarant nul le serment de dire « la vérité et rien que la vérité sans y ajouter toute la vérité ». Il n'est fait nulle mention de la formule religieuse ⁽³⁾.

Le respect de la liberté de conscience se manifeste pourtant avec beaucoup de netteté dans un arrêt de la Cour de cassation, du 29 juillet 1836, décidant qu'un israélite appelé en témoignage ne peut être contraint de prêter serment *more judaïco*. Voici les faits :

Un sieur Hauman, déposant comme témoin en Cour d'assises, avait prêté serment « de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité, rien que la vérité, ainsi Dieu me soit en aide ».

Mais le président des assises, apprenant que le témoin appartenait à la religion juive, voulut le contraindre à prêter serment *more judaïco*.

Le témoin, invoquant l'article 15 de la Constitution, refusa de se conformer à cette injonction et la Cour le condamna, du chef de refus de serment, à cent francs d'amende, aux termes de l'article 355 du Code d'instruction criminelle.

M. Hauman s'étant pourvu contre cet arrêt, la Cour de cassation, sur les conclusions de M. Defacqz, prononça la nullité de cet arrêt comme expressément contraire aux articles 14, 15 et 127 de la Constitution.

Par arrêt du 18 juillet 1839, la Cour décide qu'il y a lieu à cassation si un ou plusieurs témoins ont prêté le serment de dire toute la vérité seulement, sans y ajouter « rien que la vérité, ainsi que l'invocation de la Divinité ».

Le 11 juillet de la même année, la Cour avait cassé un jugement parce que le procès-verbal d'audience constatait seulement qu'un expert avait prêté le serment prescrit par l'article 44 du Code d'instruction criminelle, sans invoquer Dieu et

(1) Cour de cassation belge, 24 décembre 1831, *Pas.*, 1831, p. 350.

(2) Cour de cassation belge, 29 octobre 1835, *Pas.*, 1835.

(3) Cour de cassation belge, 2 janvier 1836, *Pas.*, 1836.

tous ses saints, comme c'était l'usage en Flandre antérieurement à l'occupation par les armées françaises (1).

Des arrêts de la Cour de cassation interviennent encore les 26 juillet, 19 octobre et 8 novembre 1847, ainsi que le 12 mars 1849, tous confirmant la jurisprudence admise.

Mais en 1857 la Cour est appelée à se prononcer sur le cas d'un témoin hollandais, appartenant à la religion mennonite, qui avait déclaré, avant son témoignage, ne pouvoir que promettre la vérité d'après son culte, et n'avait invoqué en aucune façon la Divinité. Elle rejette le pourvoi, « attendu que, dans un pays constitutionnel, où la liberté religieuse est une des bases fondamentales du droit public, on ne peut admettre qu'un acte essentiellement religieux dût être posé par le membre de certaines communions religieuses dans des termes que sa religion réprouve (2) ».

C'est le scrupule religieux reconnu valable. Dix ans après, apparaît nettement pour la première fois le scrupule de conscience.

En 1866, un témoin appelé à déposer devant le tribunal correctionnel de Namur, refusa de prononcer la formule : *ainsi m'aide Dieu*, en disant que *cela blessait sa conscience*. Le Substitut du Procureur du Roi déclara qu'il n'y avait point lieu à requérir et le tribunal décida « qu'il n'y avait pas lieu de prononcer une peine contre le témoin, mais de recevoir sa déposition sous son affirmation solennelle qu'elle contient la vérité ».

Le Procureur du Roi se pourvut en appel contre le jugement rendu à propos de cet incident. Devant le Cour d'appel, le témoin devenu prévenu, maintint sa déclaration et offrit de prononcer, comme il l'avait fait en première instance, toute la formule civile du serment, sans invocation de la Divinité. Il fut condamné à 10 francs d'amende, l'arrêt de la Cour d'appel portant que « la Constitution, loin d'abroger l'arrêté du 4 novembre 1814, lui a plutôt donné une sanction nouvelle » et que « par le serment, la loi constitutionnelle entend évidemment une affirmation religieuse » et qu'on ne peut admettre « la volonté de faire fléchir la loi du serment devant la négation de la Divinité, que la croyance à la puissance divine, tout aussi bien que les règles éternelles de morale, a, universellement et à toutes les époques, été considérée comme le fondement des législations positives et comme la base indispensable de l'existence de toute société ».

La Cour de cassation saisie, rejeta le pourvoi, disant notamment que « la formule du serment, telle qu'elle a été établie par l'arrêté de 1814, n'implique en aucune manière l'adhésion à un culte quelconque » (3).

Vers la même époque, un témoin cité pour déposer le 21 novembre 1866, devant le tribunal correctionnel d'Anvers, se refusa à prêter le serment usité, déclarant qu'il n'admettait aucune espèce de religion et ne reconnaissait pas même l'existence d'un Dieu. Il offrit de promettre sur l'honneur et la conscience de dire la vérité. La partie civile requit la condamnation de ce témoin. Le

(1) Cour de cassation belge, Chambre criminelle, 11 juillet 1839.

(2) Cour de cassation belge, 28 juillet 1857.

(3) Cour de cassation belge, 28 mai 1867.

Ministère public s'en réfèra à la sagesse du tribunal qui condamna à 100 francs d'amende. La Cour d'appel de Bruxelles, le 4 mai 1867, mit l'appel à néant. Et la Cour de cassation, le 25 juin 1867, rejeta le pourvoi formulé par l'intéressé.

Mais voici un avocat à la Cour d'appel, M. Adolphe Demeur, qui fut, par la suite, membre de la Chambre des Représentants, où il marqua brillamment son passage, qui, appelé à déposer devant le juge d'instruction, refusa de prononcer les mots : « Ainsi m'aide Dieu », par le motif qu'il « ne reconnaissait à aucun pouvoir le droit de lui imposer une formule religieuse quelconque ». Il fut condamné de ce chef à 100 francs d'amende.

M. Demeur pria un jurisconsulte éminent, Alexandre Gendebien, qui fut le premier Ministre de la Justice après 1830, de vouloir bien se charger de défendre son pourvoi en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Liège, qui avait confirmé sa condamnation.

L'ancien Constituant lui répondit le 26 mars 1868, par une lettre rendue publique, dans laquelle il disait notamment :

« Si la question de la formule du serment que l'on prétend imposer avait été soulevée au Congrès, il y eût eu un toll général. Les catholiques sincères et les abbés qui y siégeaient auraient, sans aucun doute, condamné les théories qui surgissent aujourd'hui et ont la prétention de s'imposer aux Belges, malgré la Révolution de 1830 et la Constitution qui en a consacré les principes et le but. »

Et M. Gendebien ajoutait :

« Si le fait de la Révolution et le triomphe de son programme, de ses principes, ne suffisaient pas pour anéantir l'arrêté du 4 novembre 1814, notre Constitution, dans son ensemble, dans son texte et dans son esprit, et spécialement son article 138, n'ont-ils pas abrogé, anéanti cet arrêté, qui est tout ce qu'il y a au monde de plus contraire, de plus antipathique à notre régénération et à notre Constitution qui en est l'expression et le palladium.

» L'arrêté de 1814 est évidemment contraire à l'ensemble de la Constitution et de l'esprit qui a présidé à sa rédaction.

» Cet arrêté est contraire à ses articles 14 et 15. En effet, c'est le fanatisme, c'est l'intolérance qui ont dicté l'arrêté du 4 novembre 1814. C'est le sentiment de liberté et de la plus large tolérance qui a dicté la Constitution. Deux sentiments diamétralement opposés ont présidé à l'arrêté de 1814 et aux articles 14 et 15 de la Constitution. Comment les concilier? C'est impossible. Les articles 14 et 15 et la Constitution tout entière ont nécessairement dérogé à l'arrêté de 1814 et l'ont anéanti; l'esprit qui a présidé à ces dispositions est clair, le texte ne l'est pas moins. »

Tel était l'avis autorisé d'un Constituant, dont on connaît la grande part à la rédaction de notre pacte fondamental et le grand rôle à la Constituante.

La Cour de cassation néanmoins maintint sa jurisprudence antérieure. Un des attendus de l'arrêt rendu porte :

« Attendu, en effet, que le serment, qui renferme essentiellement l'invocation expresse ou tacite de la Divinité, est sans doute un acte religieux dans l'acception

la plus étendue de cette expression, comme tout acte qui relie l'humanité au principe qui s'impose à la conscience humaine ; mais que ce n'est point là un acte de culte... ;

» Que ce serment, imposé par le législateur, ne contient nécessairement aucune profession de foi religieuse et doit être prêté, quelle que soit la croyance particulière de celui qui le prête... ;

» Que le serment ne doit être considéré par le législateur que comme un acte de la vie civile et un moyen de société, qui se réduit à une imprécation contre le parjure, un rappel au principe supérieur qui forme la base même de la société et qu'aucun législateur ne pourrait répudier sans consacrer la négation de toute doctrine morale et des principes fondamentaux de la sociabilité humaine... » (1).

Des différents arrêts de la Cour de cassation rappelés ci-dessus et d'autres encore qu'il serait trop long d'énumérer, il appert que l'arrêté du 4 novembre 1814 reste en vigueur et doit être appliqué.

* *

Il y a lieu de signaler toutefois que cet arrêté ne fixe aucunement la formule religieuse du serment. Il s'en réfère « aux formes usitées antérieurement à l'occupation de la Belgique par les armées françaises ». Il ne s'agit donc pas de formules, mais de formes. Or, un arrêt de la Cour de cassation dit « qu'aucun rite particulier n'est exigible à peine de nullité » (2). Un autre arrêt dit que « la formule du serment et l'invocation de la Divinité sont seules substantielles et que les formes extérieures ne sont pas prescrites à peine de nullité » (3).

Mais la formule elle-même était différente suivant l'usage établi dans chaque province. Il en résulta, après 1830, une certaine confusion dans les prestations de serment. On utilisa quantité de formules. Aussi, en 1847, M. de Haussy, qui dirigeait à cette époque le Département de la Justice, fut-il frappé de l'inconvénient qu'offrait la variété des formules du serment. L'enquête qu'il ouvrit à cet égard, par une circulaire du 2 novembre, donna les résultats suivants :

« Dans les ressorts des Cours de Gand et de Liège, la mention des saints dans le serment était tantôt exigée, tantôt facultative, tantôt omise. L'invocation des saints était regardée comme facultative dans l'arrondissement de Mons. Dans celui de Nivelles, elle n'était usitée qu'à Jodoigne et à Genappes ; dans celui de Charleroi, seulement à Chimay, Fontaine-l'Évêque et Merbes-le-Château ; dans celui de Louvain, on ne faisait mention des saints qu'à Tirlemont, Aerschot et Léau. Par contre, dans l'arrondissement de Bruxelles, l'addition des saints était devenue générale, sauf devant les justices de paix d'Uccle et de Wolverthem. »

Dans certaines régions, on invoquait le « Dieu tout-puissant ». Dans d'autres, « dès longtemps avant 1789, il était passé en usage de ne plus prononcer le nom sacré de Dieu dans aucun serment. » (MERLIN, *Questions de Droit*.)

(1) Cour de cassation belge, 28 avril 1868. — Voir encore Cour de cassation belge, 2 janvier 1866 et 4 octobre 1878.

(2) Cour de cassation belge, 2 janvier 1836.

(3) Cour de cassation belge, 26 février 1900.

Bien plus, le législateur introduit une nouvelle variante dans la formule du serment par la loi du 18 avril 1851 sur les faillites et sursis. L'article 498 prescrit que la déclaration de chaque créancier sera terminée par une affirmation de sincérité, suivie des mots : « Ainsi Dieu me soit en aide ».

Vers 1865, des esprits indépendants réclament l'abolition de la formule religieuse du serment judiciaire. Déjà, Jules Bara avait écrit :

« Pour le citoyen, il n'y a plus que le serment civil, la simple affirmation judiciaire, sans invocation de la Divinité, qui soit obligatoire » ⁽¹⁾.

La question est examinée dans certaines réunions judiciaires. Elle soulève des polémiques de presse, provoque la publication d'études par certaines revues.

Elle fut aussi soulevée au Parlement. Le 8 avril 1884, M. Eugène Robert déposait une proposition, contresignée par MM. Paul Janson, Ad. Demeur (condamné pour refus de prononcer la formule religieuse du serment, voir ci-dessus), Emile Féron, Scailquin et V. Arnould. Cette proposition tendait à modifier la formule du serment et à la remplacer par ces mots : « Sur mon honneur et ma conscience, je jure, etc. » Cette proposition fut prise en considération, mais ne vint jamais en discussion.

Il y a lieu de rappeler encore quelques incidents soulevés par des refus d'invocation à la Divinité à l'occasion de prestations de serment.

En janvier 1912, M. Eugène Monseur, professeur à l'Université libre, cité devant le Juge de paix à Bruxelles, refusa de répéter la formule de serment, considérant l'adjonction des mots : « Ainsi m'aide Dieu », comme manifestement anticonstitutionnelle. Le magistrat, tolérant, ne le condamna pas et l'admit même à déposer, sans prêter serment, à titre de renseignement.

Un an après, un marinier flamand, Charles Decoster, cité devant le tribunal de Courtrai, jura de dire la vérité, mais refusa de prononcer la formule religieuse :

« Je ne crois pas, donc ce ne serait pas de la droiture de jurer sur Dieu », déclara-t-il.

Le juge le menaça de l'application de la peine. La conscience de l'homme fut plus forte. Il fut condamné à 100 francs d'amende et ne put déposer.

Voici un cas très récent et combien émouvant :

Un combattant de la grande guerre, Lorimier Oscar, soldat mutilé, fut cité le 17 janvier 1920 devant le tribunal de simple police de Dour. Il prêta serment, mais objecta aux mots « Ainsi m'aide Dieu » :

— Je ne crois pas en Dieu et ne ferai pas un serment contraire à ma conscience.

— Vous refusez donc de prêter serment ? dit le juge.

— Pardon, je refuse de dire : « Ainsi m'aide Dieu ! »

Celui qui avait souffert pour la défense du Droit fut aussitôt condamné à 10 francs d'amende et aux frais. De plus, le juge refusa de l'entendre et de

(1) J. BARA, *Essai sur les rapports de l'État et des religions. Du serment.*

signer sa taxe de témoin. Or, le pauvre garçon habitait Paris, d'où il était venu, malgré son infirmité, pour répondre à l'appel de la justice de son pays. Il ne put donc obtenir le remboursement de ses frais de déplacement.

De nombreux journaux ont signalé que le 7 février 1922, un témoin, J. H..., convoqué par le juge de paix de Wavre, et invité à prêter serment, pria le juge de paix de le dispenser d'énoncer la formule « ainsi m'aide Dieu », contraire, disait-il, à ses convictions philosophiques et à la liberté de conscience.

L'honorable magistrat déclara ne pouvoir donner satisfaction au témoin. Celui-ci s'obstinant à ne vouloir prononcer que les mots : « Je jure de dire toute la vérité », fut condamné incontinent à 25 francs d'amende, et ne fut point autorisé à faire sa déposition. (Il y a lieu de remarquer qu'en vertu des dispositions légales nouvelles, le taux de l'amende est triplé.)

Et tous les jours, n'est-il pas des citoyens qui se croient obligés de prêter un serment qu'ils réprouvent, et de fouler ainsi aux pieds leurs convictions, soit par crainte de la peine qui les menace, soit par l'idée plus haute et plus juste qu'il n'est jamais permis de se mettre au-dessus des lois.

*
* *

En regard des condamnations intervenues dans des cas de ce genre, il y a lieu d'attirer l'attention sur les nombreux cas de protestataires qui, pour se dérober à une condamnation, répètent la formule en la considérant comme sans valeur pour eux. Indépendamment de la contrainte de conscience ainsi exercée, il faut considérer que la valeur même du serment est atteinte. Et il y a là un danger évident pour l'administration d'une saine justice.

Un autre danger, au point de vue de la pratique judiciaire, est à signaler : un témoin important, essentiel à la manifestation de la vérité, peut être écarté des débats, soit que ses opinions philosophiques s'opposent à l'invocation de la Divinité, soit que les susceptibilités de sa conscience ne soient que le prétexte invoqué par lui pour se dispenser de produire sa déposition.

Ne serait-ce pas encore une violation flagrante de la liberté de conscience que de frapper demain un adhérent à une secte religieuse qui défend de prêter serment, tels les quakers, les anabaptistes, etc. Il y a, il est vrai, l'arrêt de la Cour de cassation du 28 juillet 1857 qui se montre tolérant à leur égard. Mais pourquoi cette tolérance vis-à-vis des sectes religieuses serait-elle refusée aux esprits se plaçant en dehors de toute religion ou de toute conception de la Divinité?

Il est à remarquer encore que certains auteurs prétendent que le serment est interdit aux chrétiens, en se basant sur les versets 33 à 37 du sermon de Jésus sur la montagne (Saint Mathieu, chap. V. — Jacques, V, 12).

A la Constituante belge, M. Le Grelle ne déclarait-il pas que « les ecclésiastiques ne peuvent prêter serment. » (Séance du 20 juillet 1831.)

C'est en se référant à certains canons qui défendent aux prêtres et religieux catholiques de prêter serment en justice sans l'autorisation de leurs supérieurs

ecclésiastiques, que, dans un procès qui fit tapage à l'époque (Affaire Debuck), l'aumônier de la prison de Vilvorde, appelé à déposer devant le juge d'instruction, fit connaître à ce magistrat qu'il se croyait astreint en conscience, par les lois canoniques, à demander l'autorisation à ses supérieurs avant de prêter serment. Il fut, de ce fait, condamné à l'amende.

* * *

La suppression de toute formule religieuse dans le serment judiciaire n'est pas une innovation. Déjà, le Code du 3 brumaire sur les délits et les peines, ne requérait plus le serment et le remplaçait par une simple promesse. Les termes de cette promesse étaient établis par la loi ; le témoin, les jurés et les interprètes disaient : « Je le promets ».

Certains ont estimé que cette promesse manquait du caractère solennel du serment. La Divinité n'était pour rien dans la promesse ; on ne la prenait pas à témoin et on ne la priait pas de punir le parjure.

Il est vrai que les partisans de cette thèse n'admettent même pas que l'on retranche des termes du serment les mots exprimant l'attestation divine ou ceux qui la renferment virtuellement. Dès lors, « il n'y aurait plus pour eux de serment ; il ne resterait qu'une affirmation ou une promesse pure et simple, destituée de tout caractère solennel ⁽¹⁾ ».

A leur avis, pour peu que le refus d'invoquer la Divinité se généralisât, on en viendrait à l'abolition de tout serment. A l'appui de cette manière de voir, ils invoquent volontiers les écrits de certaines autorités, sans tenir compte de l'époque à laquelle ces avis sont émis. Peut-on sérieusement encore s'en référer à l'avis de Hugo Grotius écrivant qu'un serment est « un vœu ou une promesse à Dieu même » ⁽²⁾. Ou encore de Hugo Donellus considérant le serment comme « une affirmation religieuse sur des choses passées ou présentes et une promesse religieuse quand il s'agit de choses futures » ⁽³⁾.

Des jurisconsultes plus modernes ont écrit, au contraire :

« Il n'est pas vrai qu'en enlevant le caractère religieux à l'acte du serment, on supprime le serment ; on supprime le lien religieux, oui, mais il reste l'acte civil, c'est-à-dire *l'affirmation dont la loi règle la formule et qui à ses yeux lie solennellement le témoin* » ⁽⁴⁾.

Et qu'on ne dise pas que le serment ainsi entendu est insuffisant pour assurer la véracité des témoignages. La loi prend pour atteindre ce but la seule garantie possible. Il est généralement admis par tous que tout citoyen a pour devoir d'éclairer la justice.

« C'est une obligation que la loi sanctionne par les peines contre les témoins

(1) Réquisitoire de M. Marcotty, substitut du Procureur général. Cour d'appel de Liège, audience du 17 avril 1867.

(2) *De officiis*, III.

(3) *De jure b. acc.*

(4) G. DUCHAINE, Dissertation sur le serment, *Belgique judiciaire*, 19 mai 1867.

défaillants. Quand quelqu'un se présente pour déposer, il intervient entre lui et la société un contrat par lequel il s'engage à parler sans haine ni crainte et à dire toute la vérité.

« Que si cet engagement, qui est solennel parce qu'il se fait dans des formes et avec des paroles que la loi détermine, absolument comme les actes authentiques sont des actes solennels, que si cet engagement est violé, le témoin devient passible non pas des peines contre les témoins défaillants, non pas des peines du parjure antique, mais des peines contre les faux témoignages. Ainsi, si le serment n'a plus la sanction religieuse que le pouvoir civil est impuissant à lui garantir sérieusement, il a une sanction pénale qui, joignant son effet à la sanction d'honneur et à la crainte de l'infamie attachée à ceux qui mentent en justice, fait que le serment, comme moyen de preuve, dans le sens civil, vaut autant qu'il est humainement possible qu'il vaille » ⁽¹⁾.

Si l'on devait admettre qu'il ne peut y avoir de serment en dehors de l'invocation de la Divinité, on proclamerait ainsi que le serment est sans valeur pour nombre de citoyens. Par cette interprétation, l'athée — conséquent avec lui-même — devrait repousser, dès lors, tout serment. Combien plus dangereuse pour l'ordre social serait la situation ainsi créée.

Mais, les penseurs sont aujourd'hui presque universellement d'accord pour considérer la justice humaine comme un fait humain seulement et pour placer son principe et sa limite dans la nécessité sociale de son existence.

« L'obligation de déclarer la vérité à la justice moderne, institution humaine dans son principe comme dans le but qu'elle se propose, ne peut donc être, aux yeux de la société s'entend, un devoir religieux; manquer à cette obligation ne peut non plus lui paraître un péché contre le Ciel, mais seulement un crime ou un délit, suivant les circonstances » ⁽²⁾.

Il semble donc que l'heure soit venue où l'on peut, au nom de la liberté de conscience et dans l'intérêt même des citoyens qui ont une foi et un culte comme de ceux qui repoussent toute croyance au surnaturel, rayer de nos codes une institution également contraire aux sentiments du pays.

*
*
*

Une objection est présentée assez couramment. Elle a d'ailleurs trouvé place dans maints arrêts de la Cour de cassation : les mots *je jure* contiennent virtuellement l'invocation de la Divinité.

On peut se refuser à admettre cette interprétation du mot *jurer* : la déclarer aussi contraire à la langue qu'à la raison et à la loi. « Jurer, c'est prendre, par serment, Dieu ou quelqu'un ou quelque chose à témoin », dit Littré. On peut donc jurer sur un principe humain aussi bien que sur un principe divin. L'origine du mot est d'ailleurs essentiellement juridique, affirment certains : *jurare*

⁽¹⁾ DUCHAINE, Dissertation sur le serment, *Belgique judiciaire*, 19 mai 1867.

⁽²⁾ L. HOUE, Discours au Jeune barreau de Liège, *Belgique judiciaire*, 1866.

venant de *jus*, droit. La nature juridique et séculière du serment s'affirme donc par l'étymologie ⁽¹⁾.

S'il en était autrement, les membres de cette Chambre, en prêtant serment à la Constitution, auraient invoqué la Divinité, affirmé son existence, ce qui, pour un certain nombre, aurait constitué un faux serment.

Admettre cette thèse des défenseurs de l'arrêté de 1814 aurait encore cette conséquence logique qu'il n'y a aucun motif de maintenir l'invocation de la Divinité imposée par cet arrêté, cette invocation n'étant qu'une inutile redondance.

Mais les mots ont essentiellement la valeur qu'on leur prête. Dans ces conditions, les croyants pouvant se rallier à la thèse admise par la Cour de cassation et défendue notamment par M. Jules Domis de Serpont ⁽²⁾, ou encore par Soezius, professeur de Louvain, écrivant, en rapportant la définition de Cicéron :

« D'autres définissent le serment, avec plus d'étendue, l'invocation du nom divin, en confirmation de quelque chose. D'autres disent que c'est l'acte d'appeler Dieu en témoignage, ou l'énonciation d'un fait sous la garantie de la Divinité » ; et ajoutant :

» Le seul mot « je jure » paraît suffire pour constituer un serment par lui-même ⁽³⁾ ».

Les incroyants se ralliant à la thèse présentée par M. Eugène Robert, et rappelée ci-dessus, il suffit de maintenir dans la loi les formules de serment y inscrites, notamment aux articles 44, 75, 155 et 332 du Code d'instruction criminelle, et de modifier les articles 312 et 348 du dit Code.

Il y aura lieu toutefois de modifier l'article 498 de la loi du 18 avril 1851 et d'abroger les arrêtés des 4 novembre 1814, 9 juin 1817 et 26 octobre 1818 ⁽⁴⁾, ainsi que la loi du 30 juillet 1894, indiquant le texte flamand du serment. Il est à remarquer que cette loi est la seule loi belge donnant un texte officiel de la formule religieuse dans le serment judiciaire.

Les formules religieuses étant supprimées, tous les citoyens pourraient prêter serment et aide à la justice, sans aucune contrainte, les croyants pouvant s'en tenir à l'interprétation du mot « jurer » donnée par certains auteurs ci-dessus cités ou même étant admis à compléter le serment par une formule religieuse à leur choix, s'ils le désirent

VICTOR ERNEST.

(1) Eug. ROBERT, Proposition de loi relative au serment en justice, *Documents parlementaires*, 1884.

(2) *Revue générale*, mars 1867.

(3) Comm. Dig. ad.

(4) Les arrêtés de 1817 et 1818 ne constituent que des applications de l'arrêté de 1814 aux tenants du culte israélite.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 JUNI 1923

Wetsvoorstel tot afschaffing van het godsdienstig formulier van den gerechtelijken eed.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Ieder burger die geroepen is om in rechten te getuigen, is verplicht den eed af te leggen door middel van het volgend formulier :

« Ik zweer de waarheid te zeggen, geheel de waarheid, niets dan de waarheid ; zoo helpe mij God. »

Dat is de bepaling welke dagelijks door de rechtbanken wordt toegepast, wier plicht het is de wet, en vooral de Grondwet te doen eerbiedigen. Nochtans schijnt deze bepaling onvereinbaar met den geest van onze Grondwet en schendt zij onbetwistbaar den goeden samenhang van onze wetgeving. Want, burgers worden verplicht tot eene déistische geloofsbelijdenis, zelfs dan — wanneer hunne wijsgeerige overtuigingen volkomen gekant zijn tegen gelijk welk geloof in eene godheid. Aldus, schijnt het, gaat men rechtstreeks in tegen artikel 15 der Grondwet, waarbij bepaald wordt : dat « niemand mag gedwongen worden, op eenigerlei wijze deel te nemen aan de oefeningen en plechtigheden van eenen eeredienst ».

Welnu, is de formule : « Zoo helpe mij God » geen oefening van godsdienst of ten minste de uiting van een godsdienstig gevoel? Is het geen aanroeping van, geen gebed gericht tot eene goddelijke macht? Is het niet de aanneming van het eerste vereischte van een eeredienst, t. w. een God te erkennen, wiens bestaan men alzoo belijdt? Het is ook een toetreden tot een godsdienstig begrip, ten nadeele van de andere begrippen. Dit is zoo waar, dat de besluiten van 9 Juni 1817 en 26 October 1818 zijn tusschenbeide gekomen om de toepassing van de aanvankelijke bepaling te wijzigen voor de personen die tot eene andere geloofsbelijdenis behooren en, inzonderheid, voor de Israëlieten.

De godsdienstdwang blijkt duidelijk uit het feit van de veroordeelingen uitgesproken ten laste van Belgische burgers, die weigerden die aanroeping uit te spreken, en wier getuigenis dienvolgens gewraakt werd.

Om deze veroordeelingen uit te spreken, steunden de rechtbanken op een besluit van Willem I, dd. 4 November 1814, luidende :

« Telkens het in eenig rechtsgeding zal noodig zijn den eed af te leggen, wordt daartoe overgegaan op de wijze welke vóór de bezetting van België door de Fransche legers in voege was. »

De strekking van dit besluit was, terug te komen tot den eed met godsdienstig kenmerk, onder het Oostenrijksch regime tot stand gekomen, welken eed de Fransche wetten hadden verwereldlijkt. Van deze verwereldlijking is het bij artikel 155 van het Strafvorderingswetboek vermelde formulier onbetwistbaar doordrongen, welk artikel geen spoor draagt van godsdienstige aanroeping en dat luidt als volgt :

« Op straffe van nietigheid, zullen de getuigen ter terechtzitting den eed afleggen van geheel de waarheid te zeggen, niets dan de waarheid. »

Het besluit van den Prins-Souverein der Nederlanden was dus eene achteruitgang tegenover het Fransche regime dat het Hollandsch regime was voorafgegaan.

Daar de Belgische Grondwetgevers zich in 't algemeen hadden laten geleiden door de Fransche wetgeving, kon men veronderstellen dat het besluit van den Prins-Souverein der Nederlanden ongeldig was verklaard en ingetrokken, des te meer daar artikel 138 van de Belgische Grondwet uitdrukkelijk zegt :

« Van af den dag waarop de Grondwet uitvoerbaar zijn zal, worden al de daarmee in strijd zijnde wetten, decreten, besluiten, reglementen en andere akten ingetrokken. »

Welnu, het is onbetwistbaar dat de Grondwetgevers de vrijheid van geweten en van meening, de vrijheid van godsdienst hebben aangezien als grondwettelijke beginselen welke moeten geëerbiedigd worden door de wetgevende en rechterlijke machten, zoo goed als door de bestuurlijke macht. De studie van onze Grondwet leidt tot dit besluit, dat het Congres de volledige scheiding heeft gewild tusschen het burgerlijk en het godsdienstig domein; dat het geweigerd heeft aan welk gezag ook het recht te erkennen zich te mengen in zaken van godsdienstigen aard, dat het, dienvolgens, aan wie ook de macht noch heeft verleend noch willen verleen van aan de burgers, onder geen voorwendsel hoegenaamd, de vervulling op te leggen van een godsdienstige daad of deelneming aan zulk een daad.

Blijkt deze verklaring van den wil der stichters van 's Lands Onafhankelijkheid niet klaar uit deze in de eerste dagen der vrijheid gestelde daad : het besluit verordend door het Voorloopig Bewind op 16 October 1830? Hoezeer betekenisvol zijn de artikelen 2 en 3 van dit besluit :

« ART. 2. — Iedere wet of iedere bepaling welke de vrije uiting der meeningen en de verbreiding der leerstelsels door middel van het woord, van de drukpers of van het onderwijs stoort, is ingetrokken. »

« ART. 3. — De algemeene en de bijzondere wetten waarbij de vrije uitoefening van gelijk welken eerdienst wordt belemmerd *en degenen die hem uitoefenen onderwerpen aan vormvereischen die het geweten krenken en de uiting van het beleden geloof storen, zijn insgelijks ingetrokken.* »

Deze bezorgdheid vanwege de Grondwetgevers om allen dwang in godsdienst-zaken te beletten, zelfs bij gelegenheid van een eed, blijkt nog zeer duidelijk bij artikel 127 der Grondwet :

« Geen eed kan worden opgelegd dan krachtens de wet. Deze stelt het formulier daarvan vast. »

Het verslag bij de Grondwetgevende vergadering ingediend op 24 Januari 1831, namens de Middenafdeeling, legt getuigenis af van dien geest bij de stellers van artikel 127. — De heer Raikem, verslaggever, zegt daarin onder andere :

« Ondanks de talrijke voorbeelden van misbruiken van den eed, is het niet mogelijk hem af te schaffen. In lijfstraffelijke zaken beschikt men over geen andere zekerheid van waarheidsliefde bij de getuigen. De eed waarop men steunt om de waarheid eener zaak te bevestigen, is dus onontbeerlijk. »

« De Middenafdeeling heeft het beginsel erkend dat het formulier van den eed, in geen geval, iets mocht bevatten strijdig met de gewetensvrijheid. Doch dit beginsel is het zuiver uitvloeisel van een reeds verordende bepaling, welke de vrijheid der erediensten en der meeningen huldigt. Met een eed te eischen die strijdig zou zijn met deze vrijheid, zou men een der grondslagen van onze Grondwet doen wankelen. Er zijn sekten die den eed verwerpen; doch diezelfde secten nemen de plechtige bevestiging aan tot staving van de waarheid over een feit of om de verbintenis aan te gaan eene belofte te volbrengen. En, in den zin van de burgerlijke wet, is de eed niets anders dan eene bevestiging welke plechtig dengene verbindt die hem heeft afgelegd. »

Het Congres wilde er dus niet van hooren dat men de burgers tot het afleggen van een godsdienstigen eed kon verplichten; het wilde dat de eed een zuiver burgerlijke, maar plechtige verbintenis was, waarvan het formulier door eenieder kon aanvaard worden, welke ook zijne godsdienstige of wijsgeerige meeningen waren.

Van welke beteekenis nog is de tekst van het decreet dd. 20 Juli 1831, waarbij het formulier bepaald wordt van den eed in zake wetgeving en bestuur, en waaruit alle godsdienstige bezorgdheid is verbannen.

* v

Deze verklaring van den wil der Grondwetgevers werd niet door allen aangenomen. Zij gaf tot menig debat aanleiding. De rechterlijke macht had deze quaestie herhaaldelijk op te lossen en het moet erkend worden dat het Hof van Cassatie in 't algemeen weigerde de intrekking te erkennen van het besluit dd. 4 November 1814, dat zij, in tegendeel, verklaarde steeds van kracht te zijn.

Een eerste arrest over deze zaak werd verleend dd. 24 December 1831. Vaststellende dat het proces-verbaal der terechtzittingen van het Assisenhof van Brabant, dd. 21, 22 en 23 November 1831, niet deed blijken dat « de tolk, bij het afleggen van den eed voorgeschreven bij artikel 332 van het Strafvorderings-

wetboek, zich had gehouden aan het algemeen formulier bepaald bij het besluit van 4 November 1814 », verbrak het Hof de gevallen beslissing ⁽¹⁾.

Op 29 October 1835, verleende het Hof van Cassatie een arrest tot afwijzing van een beroep gegrond op het feit dat een Israëlietisch getuige niet met gedekten hoofde den eed had afgelegd, zooals dit vereischt wordt door het rituaal van dezen godsdienst, en dat hij den tekst van het godsdienstig formulier had gewijzigd, zeggende : « Zoo helpe mij God almachtig ». Het Hof, « verklarende dat in den eed alleen de aanroeping van de Godheid tot staving eener belofte als hoofdzakelijk deel geldt, acht dat artikel 317 van het Strafvorderingswetboek geen vorm voorschrijft voor het afleggen van den eed en dat die, welke voorgescreven zijn bij besluit van 4 November 1814, het niet zijn op straffe van ongeldigheid » ⁽²⁾.

Doch een arrest van 2 Januari 1836, vermeldt dat, « aangezien het formulier van den eed is vastgesteld bij artikel 155 van het Strafvorderingswetboek, al de termen waaruit het bestaat als hoofdzakelijk moeten worden aangezien; zoodat, bijaldien een gedeelte er van is weggelaten of vervalscht, het is als of er volstreckte weglating van den eed zelf bestond ». En het Hof verbreekt en verklaart ongeldig, door van geenerwaarde te verklaren den eed van « de waarheid en niets dan de waarheid » te zeggen, zonder er bij te voegen « geheel de waarheid ». Van het godsdienstig formulier wordt geen gewag gemaakt ⁽³⁾.

De eerbied voor de gewetensvrijheid blijkt nochtans zeer klaar uit het arrest van het Hof van Cassatie, d.d. 29 Juli 1836, waardoor wordt beslist, dat een Israëliet als getuige opgeroepen niet kan gedwongen worden den eed af te leggen « more judaico » — naar het joodsche gebruik —. Ziehier de feiten :

Zekere Hauman, als getuige optredend voor het Assisenhof, had den eed afgelegd « te spreken zonder haat, noch vrees, gansch de waarheid te zeggen, niets dan de waarheid, zoo helpe mij God ».

Doch de voorzitter van het Assisenhof, vernemende dat de getuige tot den Joodschen godsdienst behoorde, wilde hem dwingen den eed af te leggen « more judaico ».

De getuige weigerde, op grond van artikel 15 der Grondwet, zich naar dit bevel te gedragen, en het Hof veroordeelde hem, om weigering van eedaflegging, tot 100 frank boete, krachtens artikel 355 van het Strafvorderingswetboek.

De heer Hauman ging van dit arrest in beroep en, op de besluitselen van den heer Defacqz, sprak het Hof van Cassatie de ongeldigheid uit van dit arrest, als zijnde uitdrukkelijk in strijd met de artikelen 14, 15 en 127 der Grondwet.

Bij arrest van 18 Juli 1839, beslist het Hof dat er termen tot verbreking bestaan, indien één of meer getuigen den eed hebben afgelegd, enkel gansch de waarheid te zeggen, zonder daaraan toe te voegen « niets dan de waarheid, alsmede de aanroeping der Godheid ».

⁽¹⁾ Hof van Cassatie (België), 24 December 1834. *Pas.* 1834, bl. 350.

⁽²⁾ Hof van Cassatie (België), 29 October 1835. *Pas.* 1835.

⁽³⁾ Hof van Cassatie (België), 2 Januari 1836. *Pas.* 1836.

Den 11^{en} Juli van hetzelfde jaar, had het Hof een vonnis verbroken, omdat het proces-verbaal van het verhoor vermeldde, dat een deskundige den eed, voorgeschreven bij artikel 44 van het Strafvorderingswetboek, had afgelegd zonder God en al zijne heiligen te aanroepen, zooals het 't gebruik was in Vlaanderen vóór de Fransche bezetting ⁽¹⁾.

Arresten van het Hof van Cassatie, d. d. 26 Juli, 19 October en 8 November 1847, alsmede d. d. 12 Maart 1849, bekrachtigen alle de aangenomen rechtspraak.

Doch in 1857 moest het Hof uitspraak doen over het geval van een Hollandschen getuige die tot den godsdienst der Mennonieten behoorde en alvorens getuigenis af te leggen verklaard had, de waarheid slechts te kunnen beloven volgens zijnen godsdienst, en geenszins de Godheid had aangeroepen. Het Hof verwierp het beroep « aangezien in een grondwettelijk land waar de godsdienstvrijheid een der grondslagen is van het openbaar recht, het niet kan worden aangenomen, dat eene hoofdzakelijk godsdienstige daad mag worden geëischt van een lid van sommige godsdienstgemeenten in bewoordingen welke zijn godsdienst afkeurt ⁽²⁾ ».

Hier wordt dus het godsdienstbezwaar geldig erkend. Tien jaar nadien, komt voor de eerste maal het gewetensbezwaar aan den dag.

In 1866 weigerde een getuige, opgeroepen bij de boetstraffelijke rechtbank van Namen, het formulier « *zoo helpe mij God* » uit te spreken, bewerende dat *dit zijn geweten kwetste*. De Substituut van den procureur des Konings verklaarde, dat er geene reden tot vordering bestond en de rechtbank besliste, « dat er geen termen waren om eene straf tegen den getuigen uit te spreken, en de verklaringen van den getuige dienden aangenomen te worden *onder de plechtige bevestiging* dat zij de uitdrukking waren der waarheid ».

De Procureur des Konings ging van dit vonnis in beroep. Bij het Hof van Beroep hield de getuige zijne verklaring staande en wilde, zooals hij in eersten aanleg had gedaan, gansch de burgerlijke eed-formule afleggen zonder aanroeping van de Godheid. Hij werd veroordeeld tot 10 frank boete; het arrest van het Hof luidde dat « de Grondwet, verre van het besluit van 4 November 1814 in te trekken, daaraan veeleer eene nieuwe bekrachtiging had gegeven » en dat « onder den eed, de Grondwet klaarblijkend eene godsdienstige bevestiging verstaat », en dat « de wilsuitdrukking om de wet op den eed te doen zwichten voor het negeeren der Godheid » eene onaannemelijke zaak is, dat het « geloof in de goddelijk macht, zoowel als de onaantastbare zedenwet, overal en te allen tijde, werd beschouwd als de grondslag der positieve wetten en het onontbeerlijke bestaansvereischte van alle samenleving ».

Het Hof van Cassatie verwierp het beroep, namelijk op volgende gronden, dat « de eed-formule, zooals zij door het besluit van 1814 werd voorgesteld, in geen deele de toelating tot een welkdanigen godsdienst ook in zich besluit » ⁽³⁾.

(1) Belgisch Hof van Cassatie. Lijfstraffelijke Kamer, 11 Juli 1839.

(2) Belgisch Hof van Cassatie, 28 Juli 1857.

(3) Belgisch Hof van Cassatie, 28 Mei 1867.

Rond hetzelfde tijdstip, weigerde een getuige, gedagvaard voor 21 November 1866, voor de Boetstraffelijke rechtbank van Antwerpen, den gebruikelijken eed af te leggen, verklarende : dat hij geen soort hoegenaamd van godsdienst aannam en dat hij zelfs niet het bestaan van een God aannam. Hij bood aan, op zijne eer en geweten te beloven de waarheid te zeggen. De burgerlijke partij vorderde de veroordeeling van dezen getuige. Het Openbaar Ministerie beriep zich op de wijsheid van de rechtbank die tot 100 frank boete veroordeelde. Het Hof van Beroep van Brussel, op 4 Mei 1867, vernietigde het beroep. En het Hof van Cassatie, dd. 25 Juni 1867, verwierp de voorziening door den belanghebbende ingesteld.

Doch ziehier een advocaat bij het Hof van Beroep, de heer Adolf Demeur, — nadien lid geworden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, alwaar hij een schitterende loopbaan had, — die, geroepen zijnde om te getuigen voor den onderzoeksrechter, weigerde de woorden uit te spreken « zoo helpe mij God » voor de reden « dat hij aan geen enkele macht het recht erkende hem een godsdienstig formulier op te leggen. » Hij werd uit dien hoofde veroordeeld tot 100 frank boete.

De heer Ad. Demeur verzocht een hoogstaand rechtsgeleerde, den heer Alexander Gendebien, die de eerste minister van Justitie is geweest na 1830, zich wel te willen gelasten met de verdediging van zijne voorziening in cassatie tegen het arrest van het Hof van Luik, dat zijne veroordeeling had bevestigd.

De gewezen Grondwetgever antwoordde hem op 26 Maart 1868 door een openbaar gemaakten brief, waarin hij onder andere zegde :

« Indien de quaestie van het eedsformulier, dat men beweert op te leggen, in het Congres was opgeworpen geworden, ware er een algemeen verzet ontstaan. De rechtzinnige katholieken en de geestelijken die er zitting hadden, zouden ongetwijfeld de theorieën veroordeeld hebben die thans oprijzen en zich aan de Belgen trachten op te dringen, ondanks de omwenteling van 1830 en de Grondwet welke er de beginselen en het doel van bepaald heeft. »

En de heer Gendebien voegde er bij :

« Indien het feit der omwenteling en de triomf van haar programma, indien hare beginselen niet volstonden om het besluit van 4 November 1814 als niet bestaande te maken, hebben onze Grondwet, in haar geheel, in haar tekst en in haar geest, en inzonderheid haar artikel 138 hebben dit besluit ingetrokken en ongeldig verklaard, welk besluit het allerstrijdigste en antipathiekste is voor onze herwording en onze Grondwet welke er de uitdrukking en het palladium van is.

» Het besluit van 1814 is blijkbaar in strijd met de Grondwet in haar geheel en met den geest die dezelve heeft ingegeven.

» Dit besluit is strijdig met hare artikelen 14 en 15. Inderdaad, het is de geestdrijverij, het is de onverdraagzaamheid welke aanleiding hebben gegeven tot het besluit van 4 November 1814. De Grondwet werd daarentegen ingegeven door het gevoel van vrijheid en van de ruimste verdraagzaamheid. Twee volkomen tegenstrijdige gevoelens hebben het besluit van 1814, alsmede de

artikelen 14 en 15 der Grondwet doen ontstaan. Hoe zal men dezelve overeenbrengen? Dit is onmogelijk. De artikelen 14 en 15 en de Grondwet in haar geheel hebben noodzakelijkerwijs afgeweken van het besluit d.d. 1814 en hebben hetzelfde nietig verklaard; de geest welke die bepalingen heeft ingegeven is klaar, de tekst is het niet minder. »

Dit was het gewettigd advies van een Grondwetgever wiens groot aandeel in het opstel van onze Keure en wiens aanzienlijke rol in de Grondwetgevende vergadering gekend zijn.

Het Hof van Cassatie hield echter zijne vroegere rechtspraak staande. Een der overwegingen waarop het arrest berust luidt :

« Aangezien, echter, dat de eed, die hoofzakelijk op uitdrukkelijke of stilzwijgende wijze de aanroeping behelst van de Godheid, ongetwijfeld een godsdienstige handeling uitmaakt in de ruimste beteekenis van deze uitdrukking, evenals elke handeling welke de menschheid verbindt aan het beginsel dat zich aan 's menschen geweten oplegt; doch dat zulks geen handeling is van eeredienst...;

» Dat deze door den wetgever opgelegde eed noodzakerlijker wijze geen geloofsbelijdenis behelst en moet afgelegd worden, welke ook de bijzondere geloofsmeening is van dien hem aflegt,;

» Dat de eed door den wetgever niet moet aangezien worden als een handeling van het burgerlijk leven en een middel van gemeenschap, welke zich beperkt tot een verwensching tegen den meenedige, een beroep op het hooger beginsel dat de grondslag zelf uitmaakt van de maatschappij en dat geen wetgever vermag te verloochenen zonder de negatie te huldigen van ieder zedelijk leerstelsel en van de grondbeginselen der menschelijke gezelligheid... (1). »

Uit de onderscheidene hierboven vermelde arresten van het Hof van Cassatie, en van nog andere te lang om te vermelden, blijkt dat het nog van kracht zijnde besluit van 4 November 1814 moet toegepast worden.

* * *

Evenwel moet vermeld worden, dat dit besluit het godsdienstig formulier van den eed geenszins bepaalt. Het verwijst naar de « gebruikelijke vormen van vóór de bezetting van België door de Fransche legers ». Het betreft dus geene formulieren, maar slechts vormen. Welnu, een arrest van het Hof van Cassatie luidt « dat geen bijzonder rituaal vereischt wordt op straffe van ongeldigverklaring (2) ». Een ander arrest luidt, dat « het eedsformulier en de aanroeping der Godheid alleen hoofdzaak zijn en dat de uitwendige vormen niet worden voorgeschreven op straffe van ongeldigverklaring (3) ».

Doch het formulier zelf was verschillend naar gelang het aangenomen gebruik in elke provincie. Daaruit volgde, na 1830, een zekere verwarring bij het afleggen

(1) Hof van Cassatie (België), 28 April 1868. — Zie ook : Hof van Cassatie (België), 2 Januari 1866 en 4 October 1878.

(2) Hof van Cassatie (België), 2 Januari 1836.

(3) Hof van Cassatie (België), 26 Februari 1900.

van den eed. Een menigte van formulieren werden gebezigd. Ook, in 1847, werd de heer de Haussy, die te dien tijde aan het hoofd stond van het Departement van Justitie, getroffen over de bezwaren welke de verscheidenheid der eedsformulieren opleverde. Het onderzoek dat hij daarover instelde, bij omzend-brief van 2 November, leverde de volgende uitslagen op :

« In de rechtsgebieden van de Hoven van Gent en Luik, was de vermelding der heiligen in den eed nu eens vereischt, dan niet, ofwel eenvoudig weggelaten. In het arrondissement Bergen werd de aanroeping der heiligen als niet verplichtend aangezien. In dat van Nijvel, was zij enkel gebruikelijk te Geldenaken en te Genappes; in dat van Charleroi, alleen te Chimay, Fontaine-l'Évêque en Merbes-le-Chateau; in dat van Leuven maakte men slechts vermelding van de heiligen te Thienen, Aarschot en Zoutleeuw. Daarentegen, in het arrondissement Brussel, was de toevoeging der heiligen algemeen geworden, behalve voor de vredege-rechten van Ukkel en Wolverthem. »

In zekere streken riep men « God Almachtig » aan, in andere, lang vóór 1789, was het een gebruik geworden den heiligen naam van God in geen enkelen eed meer uit te spreken. (MERLIN, *Questions de Droit*.)

Meer nog, de wetgever brengt een nieuwe wijziging in het formulier van den eed door de wet van 18 April 1851, betreffende de faillissementen en uitstellen. Artikel 498 schrijft voor dat de aangifte van elken schuldvorderaar zal eindigen met eene verklaring van oprechtheid, gevolgd van deze woorden : « Zoo helpe mij God ».

Rond 1865, eischen onafhankelijke geesten de weglating van het godsdienstig formulier in den gerechtelijken eed. Reeds schreef Jules Bara :

« Voor den burger, is nog alleen de burgerlijke eed, de eenvoudige rechterlijke verklaring, zonder aanroeping van de Godheid, verplichtend ⁽¹⁾. »

Het vraagstuk wordt onderzocht in sommige vergaderingen van rechtsge-leerden en geeft aanleiding tot pennetwisten in de drukpers, tot studiën verschenen in sommige tijdschriften.

Ook in het Parlement werd het voorgebracht. Den 8^e April 1884, werd een wetsvoorstel ingediend door den heer Eugène Robert, medeonderteeekend door de heeren Paul Janson, Ad. Demeur (veroordeeld, zooals reeds werd gezegd, om bij de eedsaflegging het godsdienstig formulier te hebben geweigerd), Emile Feron, Scailquin en V. Arnould. Dit voorstel had ten doel, het eedsformulier te wijzigen en het te vervangen door deze woorden : « Op mijne eer en mijn geweten zweer ik, enz. » Dit voorstel werd in overweging genomen, doch kwam nooit in behandeling.

Hier dient nog te worden herinnerd aan enkele gevallen waartoe de weigering, de Godheid te aanroepen bij de eedsaflegging, aanleiding gaf.

In Januari 1912, weigerde de heer Eugène Monseur, professor aan de Vrije Universiteit, gedaagd zijnde vóór den vrederechter te Brussel, het

(1) J. BARA, *Essai sur les rapports de l'État et des religions. Du Serment*.

eedsformulier te herhalen, bewerende dat de toevoeging der woorden « zoo helpe mij God » klaarblijkend in strijd was met de Grondwet. De verdraagzame magistraat veroordeelde hem niet en liet hem zelfs toe zijne verklaring voor te brengen, als inlichting, zonder eedsaflegging.

Een jaar daarna werd een Vlaamsche schipper, Karel Decoster, voor de rechtbank van Kortrijk gedaagd; hij zwoer de waarheid te zeggen, doch weigerde het godsdienstige formulier uit te spreken.

« Ik geloof niet » verklaarde hij « en ik zou dus niet rechtschapen handelen met te zweren op God ».

De rechter bedreigde hem met straf. Doch het geweten van den man hield stand. Hij werd veroordeeld tot honderd frank boete en werd niet toegelaten tot het afleggen zijner verklaringen.

Nog een ander, een roerend geval, dat pas geleden is gebeurd :

Een strijder uit den grooten oorlog, Lorimier Oscar, verminkt soldaat, werd den 17^e Januari 1920 gedaagd voor de politierechtbank te Dour. Hij legt den eed af, doch bij de woorden « Zoo helpe mij God » verklaart hij als bezwaar :

« Ik geloof niet in God en zal geen eed afleggen in strijd met mijn geweten. »

— Gij weigert dus den eed af te leggen? vraagde de rechter.

— Toch niet, ik weiger te zeggen : « Zoo helpe mij God ! »

Die man had geleden voor de verdediging van het Recht, en werd onmiddellijk veroordeeld tot tien frank boete en in de kosten. Bovendien weigerde de rechter hem te hooren en zijn vergoedingsbulletijn van getuige te onderteekenen. Nu, de arme jongen was, om te beantwoorden aan den oproep van het Gerecht van zijn land, ondanks zijne gebrekkelijkheid, van Parijs gekomen, waar hij gehuisvest was. Hij kon dus de terugbetaling van zijne reiskosten niet bekomen.

Talrijke dagbladen hebben er op gewezen dat op 7 Februari 1922, een getuige, J. H..., gedaagd door den vrederechter te Waver, en aangezocht den eed af te leggen, aan den vrederechter vroeg ontslagen te worden van de woorden « zoo helpe mij God », dat, zegde hij, in strijd was met zijne wijsgeerige opvattingen en met de gewetensvrijheid.

De achtbare magistraat verklaarde niet voldoening te kunnen schenken aan den getuige. En daar deze er in volhardde enkel de woorden : « Ik zweer de gansche waarheid te zeggen » te willen uitspreken, werd hij staande de vergadering tot 25 frank boete veroordeeld en werd niet toegelaten zijne getuigenis af te leggen. Men dient op te merken dat de nieuwe wetsbepalingen die boete verdrievoudigd hebben.

En zijn er niet elken dag burgers die zich verplicht achten een eed af te leggen dien zij verwerpen en hunne overtuiging met de voeten te treden, hetzij uit vrees voor de straf die hen bedreigt, hetzij door de hoogere en juistere gedachte dat het nooit toegelaten is zich boven de wet te stellen.

*
* *

Ten gevolge van de veroordeelingen in dergelijke gevallen, dient de aandacht er op te worden gevestigd, dat er velen zijn die, om eene veroordeeling te ver-

mijden, het formulier uitspreken terwijl zij die voor zich zelf zonder eenige waarde beschouwen. Behalve de gewetensdwang aldus uitgeoefend, moet men er aan denken dat de waarde zelf van den eed er bij verliest. En daarin ligt een klaarblijkend gevaar voor het verleenen eener gezonde rechtspraak.

Nog op een ander gevaar moeten wij wijzen met het oog op de gerechtspraktijken : een belangrijke getuige, onmisbaar voor het kennen der waarheid, kan uit de verhooren geweerd worden, hetzij dat zijne wijsgeerige meeningen er zich tegen verzetten de Godheid te aanroepen, hetzij dat zijne gewetensbezwaren enkel een voorwendsel zijn dat hij aanhaalt om zijne getuigenis niet te moeten afleggen.

Zou het niet evenzoo een blijkbaar inbreuk zijn op de gewetensvrijheid, straffen toe te passen op een aanhanger van eene godsdienstsecte die verbiedt eeden af te leggen, zooals de Quakers, de Anabaptisten, enz. Er is, wel is waar, het arrest van het Hof van Cassatie van 28 Juli 1857, dat van groote verdraagzaamheid te hunnen opzichte getuigt. Maar waarom zou men deze verdraagzaamheid ten aanzien van godsdienstsecten weigeren aan personen die zich buiten allen godsdienst en alle opvatting der Godheid plaatsen?

Er dient nog opgemerkt te worden, dat sommige schrijvers beweren dat de eed verboden is aan de christenen, steunend daarbij op verzen 33 tot 37 van de Bergrede van Jezus (Matheus, Hoofdst. V; — Jacobus, V. 12).

Heeft de heer Le Grelle, in de Belgische Grondwetgevende vergadering, niet verklaard dat « de geestelijken geen eed mogen afleggen ». (Vergadering van 20 Juli 1831.)

Zich beroepend op sommige kerkelijke wetten die aan katholieke priesters en kloosterlingen verbieden vóór het gerecht den eed af te leggen zonder machtiging van hunne kerkelijke overheden, deed de aalmoezenier uit de gevangenis van Vilvoorde, geroepen om getuigenis af te leggen vóór den onderzoeksrechter in een destijds geruchtmakend proces (zaak Debuck), aan den magistraat kennen dat hij zich in geweten door de kerkelijke wetten verplicht achtte aan zijne oversten de toelating te vragen alvorens den eed af te leggen. Hij werd daarom tot de geldboete veroordeeld.

*
* *

De afschaffing van het godsdienstig formulier in den gerechtelijken eed is geene nieuwigheid. Het Wetboek van 3 Brumaire op de wanbedrijven en straffen eischte reeds den eed niet meer, en verving hem door eene eenvoudige belofte. De woorden van die belofte waren door de wet vastgesteld. De getuigen, de gezworenen en de tolken, zegden : « Ik beloof het ».

Sommigen hebben gemeend dat aan deze belofte het plechtige karakter van den eed ontbrak. De Godheid was in die belofte niet vermeld, men nam haar niet tot getuige, men vroeg haar niet den meenedige te straffen.

Het is waar dat de verdedigers van die stelling zelfs niet aannemen dat men uit de termen van den eed de woorden weglaat die het godsbestaan uitdrukken, of deze die het werkelijk inhouden. « Er zou voor hen alsdan geen eed meer zijn;

er zou echter overblijven eene bevestiging, of eene belofte zonder meer, ontstaan van alle plechtig karakter » ⁽¹⁾.

Naar hunne meening, bijaldien de weigering van de Godheid te aanroepen algemeen werd, zou men er toe komen elken eed af te schaffen. Tot staving van deze zienswijze, verwezen zij graag naar de geschriften van sommige gezaghebbende personen, zonder rekening te houden met het tijdstip waarop die meeningen zijn uitgedrukt. Kan men nog ernstig verwijzen naar het advies van Hugo Grotius, die schreef dat een eed is « eene gelofte of eene belofte aan God zelf gedaan » ⁽²⁾.

Of nog van Hugo Donellus die den eed aanzag als « een godsdienstige verklaring over verleden of tegenwoordige zaken en een godsdienstige belofte wanneer het toekomstige dingen betreft » ⁽³⁾.

Meer hedendaagsche rechtsgeleerden schreven daarentegen :

« Het is niet waar dat men den eed afschaft van zoodra men hem zijn godsdienstigen aard ontnemt; men doet weliswaar den godsdienstigen band wegvallen, doch de burgerlijke handeling blijft, te weten : *de verklaring waarvan de wet het formulier regelt en die volgens haar, den getuige op plechtige wijze bind* » ⁽⁴⁾.

En men bewere niet dat de alzoo begrepen eed onvoldoende is om de waarheid van de getuigenissen te verzekeren. Om dit doel te bereiken, hecht de wet zich aan den eenig mogelijken waarborg. Het wordt in 't algemeen door iedereen aangenomen dat elk burger voor plicht heeft het gerecht in te lichten.

Het is eene verplichting welke de wet bekrachtigt door middel van straffen op de ingebreke zijnde getuigen. Wanneer iemand zich aanbiedt om getuigenis af te leggen, ontstaat er tusschen hem en de maatschappij een overeenkomst waarbij hij zich verbindt te spreken zonder haat en zonder vrees en van geheel de waarheid te zeggen.

« Bijaldien deze verbintenis, welke plechtig is omdat ze geschiedt in vormen en met woorden door de wet bepaald, — volkomen zooals de authentieke akten plechtige akten zijn — bijaldien deze verbintenis geschonden wordt, zoo wordt de getuige strafbaar, niet met de straffen tegen de in gebreke zijnde getuigen, niet met de straffen tegen den voormaligen meened, doch met de straffen tegen de valsche getuigenissen. Alzoo, indien de eed de bekrachtiging moet derven van den godsdienst, welke de burgerlijke macht niet in staat is daaraan op ernstige wijze te waarborgen, bezit hij toch een strafbekrachting welke, haar uitwerksel parende aan de cerebekrachting en aan de vrees voor eerloosheid welke kleeft op hen die voor de rechtbank liegen. Daaruit volgt, dat de eed, als middel van bewijs, in de civiele betcekenis, evenveel waard is als hij menschelijkerwijze kan waard zijn » ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Req. van den heer Marcotty, substituut van den Procureur-Generaal. — Hof van Beroep, te Luik, zitting van 17 April 1867.

⁽²⁾ *De officis*, III.

⁽³⁾ *De Jure*, b. acc.

⁽⁴⁾ DUCHAINE. Dissertation sur le serment. *Belgique judiciaire*, 19 Mei 1867.

⁽⁵⁾ *Idem*, *ibid*.

Indien men moest aannemen dat er geen eed kan bestaan buiten de aanroeping van de Godheid, zou men alzoo verklaren dat de eed zonder waarde is voor tal van burgers. Op grond van deze verklaring, zou, dienvolgens, de atheïst, die consequent wil zijn met zijn eigen, elken eed moeten afwijzen. Zulk een toestand zou veel gevaarlijker zijn voor de maatschappelijke orde.

Doch de denkers zijn het thans nagenoeg algemeen er over eens, om de menschelijke gerechtigheid te aanzien als een eenvoudig menschelijk feit en om haar beginsel en haar grens binnen de sociale noodwendigheid van haar bestaan te plaatsen.

« De verplichting van de waarheid te zeggen aan het hedendaagsche gerecht, — eene instelling menschelijk in haar beginsel zooals in het doel dat zij zich voorstelt, — kan dus geen godsdienstige plicht zijn, wel te verstaan in de oogen der Maatschappij. Aan die verplichting te kort komen kan aan het gerecht evenmin als een zonde tegen den Hemel toeschijnen, maar alleen een misdaad of een misdrijf naar gelang de omstandigheden ⁽¹⁾. »

Het schijnt dus dat het uur gekomen is waarop men, namens de vrijheid van geweten en in het belang zelf van de burgers die een geloof en een eeredienst bezitten, evenals van die welke elk geloof aan het bovennatuurlijke verstooten, uit onze wetboeken een instelling kan schrappen die ook strijdig is met de gevoelens van het land.

* * *

Gemeenlijk wordt eene opwerping aangebracht, welke, overigens, aangetroffen wordt in menig arrest van het Hof van Cassatie : de woorden « Ik zweer » behelzen eigenlijk de aanroeping van de Godheid.

Men mag deze verklaring van het woord *zweren* weigeren aan te nemen : ze even strijdig achten met de taal, als met de reden en met de wet. « Zweren is, bij eed God of iemand of iets tot getuigen nemen » zegt Littré. Men kan dus zweren op een menschelijk beginsel zoowel als op een goddelijk beginsel. De oorsprong van het woord is overigens hoofdzakelijk van rechtskundigen aard, zoo beweren sommigen : *Jurare* komt van *jus*, recht. De rechtskundige en wereldlijke aard van den eed wordt dus door de woordafleidkunde bevestigd ⁽²⁾.

Ware het anders, zouden de leden van deze Kamer, wanneer zij den eed afleggen de Grondwet na te leven, de Godheid hebben ingeroepen. Haar bestaan hebben bevestigd, hetgeen, voor een zeker aantal, een valschen eed zou hebben uitgemaakt.

Het aannemen van die stelling der voorstanders van het besluit van 1814, zou nog als logische gevolgtrekking hebben, dat er geen enkele reden bestaat om de aanroeping te behouden van de Godheid, door dit besluit opgelegd, daar deze aanroeping slechts een onnoodige woordovertolligheid uitmaakt.

Doch de woorden hebben hoofdzakelijk de waarde welke men er aan geeft. In deze omstandigheden, kunnen de geloovigen de stelling toetreden, aangenomen

(1) L. HOUER. Discours au jeune barreau de Liège. *Belgique judiciaire*, 1866.

(2) EUG. ROBERT. — *Wetsvoorstel betreffende den gerechtelijken eed*. Gedr. St. Kamer, 1884.

men door het Hof van Cassatie en verdedigd, namelijk, door den heer Jules Domi de Serpont ⁽¹⁾, of nog door Soezius, leeraar te Leuven, die, zich verwijzende naar de definitie van Ciceron, schreef :

« Anderen bepalen den eed op meer verregaande wijze, als zijnde de aanroeping van den Goddelijken Naam, ter bevestiging van iets. Anderen zeggen dat het de daad is van God tot getuige te roepen, of de vermelding van een feit onder den waarborg der Godheid », er bijvoegende :

« Het woord : « ik zweer » alleen schijnt te volstaan om een eed door zich zelf uit te maken ⁽²⁾. »

Daar de ongelooovigen zich vereenigen met de stelling voorgedragen door den heer Eug. Robert, hierboven vermeld, volstaat het in de wet de daarin geschreven eedsformulieren te behouden, namelijk in de artikelen 44, 75, 155 en 332 van het Strafvorderingswetboek en de artikelen 312 en 348 van gezegd Wetboek te wijzigen.

Het zou echter behoeven artikel 498 der wet van 18 April 1851 te wijzigen en de besluiten in te trekken van 4 November 1814, 9 Juni 1817 en 26 October 1818 ⁽³⁾, alsmede de wet van 30 Juli 1894, waarbij de Vlaamsche tekst van den eed wordt aangegeven. Men bemerke dat deze wet de eenige Belgische wet is, welke een officieelen tekst geeft van het godsdienstig formulier in den gerechten eed.

De godsdienstige formulieren afgeschaft zijnde, zouden al de burgers den eed kunnen afleggen en het gerecht helpen, zonder den minsten dwang, daar de geloovigen zich zouden kunnen houden aan de verklaring van het woord « zweren », door sommige hierboven vermelde schrijvers gegeven, of zelfs toegelaten worden den eed aan te vullen door een godsdienstig formulier naar hunne keuze, zoo zij het verlangen.

VICTOR ERNEST.

⁽¹⁾ *Revue générale*, Maart, 1867.

⁽²⁾ Comm. Dig. ad.

⁽³⁾ De besluiten van 1817 en 1818 zijn slechts toepassingen van het besluit van 1814 op de belijders van den Israëlietischen eeredienst.

(14)

ANNEXE AU N° 334.

Proposition de loi supprimant la formule religieuse dans le serment en justice.

ARTICLE PREMIER.

Les mots « devant Dieu et devant les hommes » sont supprimés aux articles 312 et 348 du Code d'instruction criminelle.

ART. 2.

Les mots « ainsi Dieu me soit en aide » sont supprimés à l'article 498 de la loi du 18 avril 1851.

ART. 3.

Les arrêtés des 4 novembre 1814, 9 juin 1817 et 26 octobre 1818, ainsi que la loi du 30 juillet 1894, sont abrogés.

BIJLAGE VAN N° 334.

Wetsvoorstel tot afschaffing van het godsdienstig formulier van den gerechtelijken eed.

EERSTE ARTIKEL.

De woorden : « voor God en voor de menschen » worden uit de artikelen 312 en 348 van het Strafvorderingswetboek weggelaten.

ART. 2.

De woorden : « Zoo helpe mij God » worden uit artikel 498 der wet van 18 April 1851 weggelaten.

ART. 3.

De besluiten van 4 November 1814, 9 Juni 1817 en 26 October 1818, alsmede de wet van 30 Juli 1894 worden ingetrokken.

VICTOR ERNEST.

MAX HALLET.

JENNISSEN.

LÉON TROCLET.

ÉMILE BUISSET.

WILLIAM VAN REMOORTEL.
